



Département du Cher  
Arrondissement de BOURGES  
Canton de TROUY  
Ville de TROUY

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : Règlementation de la circulation – Pose d'une K2C sur conduite existante et réparation

Le Maire de la Commune de Trouy, **Franck BRETEAU**

Vu la demande la société CIRCET ERI5280, chez Sogelink, TSA 70011, 69134 DARDILLY CEDEX

### **POSE D'UNE K2C SUR CONDUITE EXISTANTE (PEHD 40) ET REPARATION DU PEHD**

Lieu des travaux : **D 73 RUE DU GRAND CHEMIN - TROUY**

Vu l'ordonnance N° 58-1216 et le décret n° 58-1217 du 15 décembre 1958 portant codification sous le nom de code de la route des règles relatives à la Police de la Circulation Routière et notamment l'article R. 225 dudit Code ;

Vu l'article L. 2212-1 du Code des Collectivités Territoriales ;

Considérant la nécessité de coordonner l'exécution de l'ensemble des travaux sur les voies publiques, afin d'assurer la sécurité du chantier et des usagers, la fluidité de la circulation ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

A compter du 26 mars 2026, pour une durée de 15 jours, en vue de la Pose d'une K2C sur conduite existante et réparation, rd 73, la circulation sera alternée par feux tricolores, la vitesse sera réglementée au droit des travaux

### **Article 2**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

### **Article 3**

Les dispositions de signalisation seront mises en place de jour comme de nuit par l'entreprise, et seront conformes aux dispositions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

### **Article 4**

Toute dégradation ou affaissement secondaire aux travaux sera pris en charge par l'entreprise.  
Le chantier doit rester propre, débarrassé de tous débris quelle que soit la matière de ceux-ci.

### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Société CIRCET

Service technique de la Ville de Trouy

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de présent arrêté.

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la présente publication par voie d'affichage sous forme électronique sur le site internet de la ville le 16/03/2026 <https://www.villedetrouy.fr>

Trouy le 13/03/2026

**Le Maire**  
**Franck BRETEAU**

